



Pierre Mendès France et le Maroc : un ” homme encerclé” ?

David Lambert

► To cite this version:

David Lambert. Pierre Mendès France et le Maroc : un ” homme encerclé” ?. Pierre Mendès France et les outre-mers, 2009, Paris, France. pp.49-57. hal-00960883

HAL Id: hal-00960883

<https://hal.science/hal-00960883>

Submitted on 18 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

David Lambert

UMR 5136 Framespa, Université de Toulouse II

La politique marocaine de Pierre Mendès-France suscite beaucoup d'interrogations. En ce sens il suffit de relever la gêne avec laquelle les historiens tenteront de résoudre l'énigme de l'apparent attentisme du président Mendès-France à l'égard du Maroc. Ainsi A. Grosser, en 1984, qui s'interrogeait sur « *la spécificité de la politique extérieure de Pierre Mendès-France* », tranchait : « *passons sur le Maroc. La discontinuité se produira en 1955*¹ ». Ou encore Hervé Bleuchot qui, dans son travail sur les libéraux français au Maroc, écrit sur la période 1953-1955 : « *de tous côtés fusent les initiatives contradictoires ou conciliatrices. Les protagonistes eux-mêmes ne savent pas toujours où ils en sont [...]. C'est le triomphe de la péripétie et de l'intrigue*² ». Rien à dire, trop à dire... la politique marocaine de Mendès-France a longtemps désorienté les observateurs politiques comme l'historien et ce d'autant plus que la situation marocaine, après la déposition du sultan (août 1953), était jugée autrement plus explosive qu'en Tunisie³.

Désintérêt ? Attentisme ? Manque de temps ? Dans son *Bloc-notes*, F. Mauriac nous offre une autre grille de lecture en croquant un président du Conseil non point en retrait au sujet des tensions marocaines des années 1954-1955, mais en équilibre, partagé par des sentiments et des analyses contradictoires, abreuvé de conseils et d'informations issus de réseaux opposés ; bref, il dresse le portrait d'un « *homme encerclé qui feint d'hésiter entre plusieurs issues*⁴ ». Quel encerclement ? Dans quelle nasse Mendès-France était-il donc pris ? Quelles étaient les contraintes (information, pression, négociation...) qui pesaient sur lui

¹ A. Grosser, « À la recherche de la spécificité de la politique extérieure de Pierre Mendès-France » in *Pierre Mendès France et le mendésisme, L'Expérience gouvernementale et sa postérité* (sous la dir. de J.P. Rioux et F. Bédarida), Fayard, 1985, p. 246.

² H. Bleuchot, *Les Libéraux français au Maroc (1947-1955)*, éd. de l'Université d'Aix-en-Provence/CNRS, 1973, p. 93.

³ M. Romo-Navarette, « Changer pour conserver. Les choix de Pierre Mendès-France », *Relations Internationales*, n°133, janvier 2008, p. 7-19.

⁴ F. Mauriac, *Bloc-notes*, t. 1, Le Seuil, 1993, p. 215

avant toute décision ? Par lettres, contacts et rencontres, des fonctionnaires comme des hommes d'affaires, des journalistes comme des élus, tentèrent d'activer ou d'infléchir une politique marocaine qui, finalement, attendit pour se clarifier l'arrivée du successeur de Mendès-France, Edgar Faure. N'en concluons pas pour autant que rien ne se fit sous la houlette de Pierre-Mendès France : sous son gouvernement des pistes furent tracées, des déplacements s'opérèrent. Il ne s'agit pas ici de restituer le film précis de l'action de Mendès-France au Maroc⁵ mais de mettre en lumière les réseaux, les hommes et les contraintes qui formèrent le sous-bassement de son action marocaine entre juin 1954 et février 1955.

Qui croire ?

Mendès-France lui-même en fit l'aveu tardif : sa méconnaissance, réelle ou exagérée, du Maroc, le contraignit à une distanciation qu'il justifiait en utilisant un argument étrange :

« Des trois pays d'Afrique du Nord, la Tunisie était celui que je connaissais le mieux. Je savais assez peu de chose sur le Maroc ; je n'avais séjourné que six mois en Algérie à la fin de la guerre [...]. En revanche, en Tunisie, j'avais de bons amis personnels ; j'y étais allé souvent ; les Tunisiens étaient faciles d'accueil et [...] très francisés. Pour les partisans d'une politique libérale, c'était un magnifique terrain d'initiative. Songez que la Tunisie formait trois fois plus de bacheliers chaque année que le Maroc, alors que le Maroc était trois fois plus peuplé ; certes, le bachot, ce n'était pas [...] un bon critère, mais tout de même significatif⁶. »

Une pâte tunisienne plus malléable que la marocaine car plus riche de levain européen : il est probable qu'un républicain radical comme Mendès sentit plus d'atomes crochus ou, du moins, d'affinités, avec un mouvement (le Néo-destour tunisien) d'inspiration laïque et dont le leader, Habib Bourguiba, n'était guère éloigné du profil social et culturel

⁵ De remarquables travaux nous ont précédé en ce domaine : de l'ouvrage de C.A. Julien, *Le Maroc face aux impérialismes (1415-1956)*, éd. Jeune Afrique, 1978, aux articles pionniers de P. Guillen, « Le gouvernement Mendès-France face aux problèmes tunisien et marocain » in *Pierre Mendès-France et le mendésisme, L'expérience gouvernementale et sa postérité* (sous la dir. de J.P. Rioux et F. Bédarida), Fayard, 1985 et « Pierre Mendès-France et la décolonisation », in *Pierre Mendès-France et la morale en politique*, sous la direction de J. Chêne, E. Aberdam et H. Morsel, Presses Universitaires de Grenoble, 1990, jusqu'à la thèse récente de Maria Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France, de l'héritage colonial à la marche vers le progrès*, Thèse de doctorat d'Histoire, Université de Paris IV, 2006.

⁶ Pierre Mendès-France, *Choisir. Une certaine idée de la gauche*, Fayard, 2007, 411 pages, p. 60.

d'un élu de la IV^e République plutôt qu'avec un mouvement (l'Istiqlal marocain) nourri de références religieuses et de déférences monarchiques.

Dès lors qu'il admettait son peu d'affinité avec la situation marocaine, le président Mendès-France était demandeur d'avis et conseils. Ce que suggèrent sources et témoignages ne souffre alors pas d'ambiguïté : il existait, autour du président du Conseil et de son cabinet, une activité incessante dont la finalité était de faire pencher la balance du Protectorat marocain.

Deux réseaux identifiables, concurrents, entendus chacun comme un circuit d'hommes reliés entre eux par des solidarités idéologiques, sociales, culturelles et qui utilisaient ces liens afin de faire circuler l'information, tentaient d'atteindre le président du Conseil et de le rendre - selon la belle expression de Peter Brown, parlant des relations entre notables et empereur dans l'antiquité tardive - « accessible à la persuasion⁷ ». Ces deux réseaux étaient toutefois inégaux : l'un, celui des « libéraux » (qui militaient dans le sens d'un allègement de l'étau colonial sur le Maroc) disposant de têtes de pont médiatiques (Mauriac, Bourdet) était peu structuré, formé d'hommes en archipel, et disposant d'une faible puissance de feu parlementaire. L'autre, greffé pour partie sur l'appareil même du parti radical, était mieux charpenté, nouant en une gerbe solide intérêts coloniaux et métropolitains.

Les archives comme les récits autobiographiques témoignent de l'activité décuplée de ceux que l'on nommait « les libéraux », qu'ils fussent au Maroc ou en métropole, afin d'atteindre Mendès-France. Par articles de presse, courriers, télégrammes, productions de notes et de rapports, ces libéraux tentaient diversement d'infléchir le président du Conseil en qui ils devinaient une détermination et une audace dont ses prédécesseurs étaient plutôt avares. En France, outre les interventions de Mauriac ou Bourdet, le comité France-Maghreb (Mauriac, Massignon, Julien, Stéphane, Izard...) tentait d'agir auprès du ministre gaulliste en charge des protectorats maghrébins. Christian Fouchet, et ce dès le mois de juillet 1954 ; dans le même temps des hommes comme Jean Védrine (autour du centre d'études et de documentation⁸) ou Sartout⁹, essayaient de baliser la carte politique complexe du Maroc, en

⁷ P. Brown, *Pouvoir et persuasion dans l'antiquité tardive*, éd. du Seuil, 1998, p. 15.

⁸ Archives Pierre Mendès-France, Maroc 1/III, « Urgence d'une politique française au Maroc ».

⁹ M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...* p. 742.

bombardant le gouvernement de notes. Au Maroc, certaines figures du capitalisme ultramarin s'inquiétaient de la dégradation de la situation et tentaient d'alerter Mendès-France, *via* leurs contacts parisiens et des courriers pressants : Jacques Lemaigre-Dubreuil, patron de presse et industriel, intervint dans la presse (*Le Monde*, *Combat*) en octobre et novembre 1954 puis essaya d'atteindre le président du Conseil par l'intermédiaire de Léone Georges-Picot : « *il serait vraiment temps que le président puisse prendre l'affaire en main avec des gens connaissant la question et la défendant objectivement et sans amour-propre*¹⁰ » lui écrit-il en novembre 1954. D'autres personnalités, comme Jacques Reitzer, l'avocat Paul Buttin, le député et ancien héros de la Résistance Pierre Clostermann, écrivaient au cabinet de Pierre Mendès-France. Ils étaient convaincus que l'inaction gouvernementale était liée au déficit d'information voire à la désinformation dont ils accusaient à la fois les services de la Résidence Générale de Rabat et les réseaux coloniaux du parti radical.

C'est au sein de ce dernier parti que Mauriac identifiait volontiers les têtes de pont du lobby colonial marocain¹¹ : Émile Roche et Léon Martinaud-Deplat. Les actions de ces deux personnages, caciques du radicalisme et dont les engagements politiques s'accordèrent parfois avec ceux de Mendès-France (notamment au travers du mouvement des « Jeunes Turcs » dans les années 1930¹²), pour être parallèles, n'en demeuraient pas moins différentes.

Émile Roche, président du conseil économique, avait conservé des relations sinon cordiales du moins dénuées de toute animosité avec Pierre Mendès-France ; or il était l'un des relais parisiens les plus efficaces de toute une nébuleuse d'intérêts français au Maroc, au sein de laquelle on pouvait distinguer les milieux d'affaires casablancais assortis de la section

¹⁰ Archives Pierre Mendès France, Maroc 1/II, Lettre de J. Lemaigre-Dubreuil à L. George-Picot (26 novembre 1954) ; sur le personnage de J. Lemaigre-Dubreuil voir W. Hoisington, *The Assassination of Jacques Lemaigre-Dubreuil. A Frenchman between France and North Africa*, RoutledgeCurzon, 2005.

¹¹ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 204.

¹² J. Lacouture, *Pierre Mendès-France*, éd. du Seuil, 1981, p. 97 et E. Roussel, *Pierre Mendès-France*, Gallimard, 2007, p. 48-49.

du parti radical de la ville (et où figura, un temps, l'ancien chef de région Boniface¹³). Cette section, régulièrement dénoncée par d'autres membres du parti radical comme un repaire d'« *ultras*¹⁴ », était alors dirigée par Réveillaud dont la déclaration, lors du congrès du parti radical en 1950, laissait peu de place au doute quant à sa vision de l'avenir du Maroc dans le giron français : « *Il n'y a pas de question marocaine, affirmait-il. Le Maroc est français et le Maroc moderne est dû à l'initiative et aux efforts des Français ; et il restera français*¹⁵ ».

Léon Martinaud-Deplat n'entretenait pas des relations aussi cordiales avec Mendès-France. Au sein du parti radical, il en était même l'ennemi le plus constant. Or sa capacité de nuisance était alors à son maximum : à la fois en tant que « président administratif¹⁶ » du parti dont il tenait l'appareil, mais aussi à la chambre des députés où ses interpellations critiques et virulentes ébranlaient la solidité de la majorité qui soutenait le gouvernement. Ses liens avec le Maroc étaient anciens : déjà, dans les années 1930, il avait noué des liens avec quelques « prépondérants » français du Maroc. Lorsqu'on dépouille les dossiers de candidature à la légion d'honneur de notables coloniaux français du Maroc dans l'entre-deux guerres, on peut constater que sa signature apparaît deux fois (sur une centaine de dossiers) au bas de lettres de soutien. C'est peut-être autant que le sénateur Lucien Saint, ancien Résident au Maroc, et seuls deux autres parlementaires les devançant : François Pietri (ancien directeur des finances de Lyauté à Rabat) et Théodore Steeg (ancien Résident Général au Maroc). Léon Martinaud-Deplat était donc le parlementaire à n'avoir pas occupé

¹³ Archives Pierre Mendès France, Maroc 3, lettre d'Émile Roche à Pierre Mendès-France transmettant un texte de Réveillaud et Boniface (24 juillet 1954).

¹⁴ Archives Pierre Mendès France, Maroc 3, lettre d'Yves Bayssière (25 juin 1955).

¹⁵ Cité in Georges Oved, *La Gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, L'Harmattan, p. 288.

¹⁶ P. Rouanet, *Mendès-France au pouvoir (1954-1955)*, éd. Robert Laffont, 1965, p. 353-358 : lors du congrès du parti radical à Marseille, en octobre 1954, sur ses terres provençales Martinaud-Deplat réussit, à l'issue d'une manœuvre d'appareil, à sauver sa place. Dès le mois suivant, le front des radicaux hostiles à Mendès-France, « cédistes » et coloniaux réunis, utilisèrent cette victoire pour commencer à tendre le lacet qui devait, à terme, étrangler le président du Conseil.

une fonction d'importance au Maroc le plus présent dans ces dossiers¹⁷. De plus, quelques mois avant l'arrivée de Mendès-France à la présidence du Conseil, il occupait la fonction de ministre de l'Intérieur du cabinet Laniel au moment où s'accomplissait « *l'irréparable* » (F. Mauriac), à savoir la déposition et l'exfiltration du Sultan Mohammed V (20 août 1953).

Si les réseaux s'activaient, il convient néanmoins de faire une place à part à deux hommes sur lesquels reposaient sans doute l'essentiel des données fournies au président du Conseil : Francis Lacoste et le Maréchal Alphonse Juin. Le Général Guillaume, successeur du Général Juin à la Résidence de Rabat, fut remplacé le 20 mai 1954 par le diplomate Francis Lacoste. Quelques jours avant l'investiture de Pierre Mendès-France, Lacoste débarquait au Maroc pour être, selon les mots cruels de C.A. Julien, « *l'homme-lige des ultras* » et « *l'un des plus déplorables résidents qu'ait subis le Maroc*¹⁸ ». Dans un premier temps, Lacoste ne reçut d'autres instructions que de garantir l'ordre et se coula dans le moule résidentiel : il maintint la plupart des cadres, nomma Maurice Papon au secrétariat général et fit un temps illusion en remplaçant les rouages les plus compromis de la politique répressive (direction de l'intérieur et sécurité publique). Le 25 août 1954, Mendès-France reçut Francis Lacoste à Paris : les propositions du président du Conseil à la Chambresuite à cette rencontre reflétèrent l'influence des cadres de la Résidence en fermant la porte à tout retour du sultan exilé. Cependant l'importance de cette influence alla s'amenuisant à tel point que Mendès et Fouchet, doutant de la loyauté et de l'efficacité du Résident, songeaient, au début de 1955, à son remplacement¹⁹.

¹⁷ David Lambert, *Notables des colonies. Une Élite de circonstance en Tunisie et au Maroc (1881-1939)*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 150-153.

¹⁸ C.A. Julien, *op. cit.*, p. 360.

¹⁹ M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...* p. 826-827.

Quant au rôle et à l'influence du Maréchal Alphonse Juin qui occupa la fonction de Résident de 1947 à 1951, C.A. Julien n'en doute pas un seul instant : il fut l'inspirateur de la politique de Mendès²⁰ en veillant à entretenir la fiction d'un Maroc des campagnes et des montagnes prompt à s'embraser au retour d'un sultan qu'il dépeignait comme honni de son propre peuple²¹. Le voyage de Mendès-France à Carthage, aux côtés du Maréchal, pouvait conforter une telle conception et nourrir l'idée que l'appui de Juin à la politique tunisienne se payait, en retour, d'un abandon du Maroc entre les griffes du Maréchal. Mauriac et Massignon étaient convaincus que l'étau qui se desserrait à Tunis était compensé par un garrotage plus fort au Maroc, et qu'il n'y avait d'autres explications à ce troc que l'abandon de Mendès-France aux diktats du capitalisme colonial, bien plus présent au Maroc au travers des investissements de grands groupes industriels et financiers métropolitains²². Vingt ans plus tard, le journaliste Jean Bothorel s'étonne de ce curieux équipage et pose brutalement la question « *pourquoi Juin ?* ». Mendès-France répondit, évasif : « *parce qu'il avait un prestige énorme, surtout en Afrique du Nord, parce qu'il symbolisait l'armée et qu'il était lui-même pied-noir*²³ ». Fermez le ban !

Cette hypothèse d'un Juin monnayant la présence française au Maroc contre un soutien affiché de la politique tunisienne de Mendès-France est mise à mal dans la thèse de Maria Romo-Navarette : en juin 1954, fraîchement élu à l'Académie Française mais isolé dans un poste de commandement de l'OTAN, le Maréchal était aux aguets de la moindre opportunité lui permettant de faire son retour sur la scène métropolitaine ; dans ce contexte, il est probable qu'il acquiesça sans condition aux demandes du président du Conseil et que,

²⁰ *Ibid.*, p. 361.

²¹ Archives Pierre Mendès-France, Maroc 1/II, lettres du Maréchal Juin à Pierre Mendès-France (7 août et 18 octobre 1954).

²² M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...*, p. 373.

²³ Pierre Mendès-France, *Choisir...*, p. 64.

tout en demeurant l'un de ceux qui conseillèrent activement le gouvernement sur la situation marocaine, il n'eut pas l'influence prépondérante que l'on attribua.

Que faire ?

Les conseils et les avis que Mendès-France pouvait recevoir s'inséraient dans une situation marocaine complexe qui faisait interférer un contexte local et colonial explosif avec des contraintes nationales et internationales. Daniel Rivet note que la période 1945-1956 connut, en Tunisie comme au Maroc, un rythme ternaire assez proche : elle s'ouvrit sur une « *expérience réformatrice* » que court-circuita « *une contre-offensive de la veille garde coloniale* », prélude à une reprise en main musclée à laquelle répondit l'ouverture d'un cycle de violence nationaliste débouchant, *in fine*, sur un « *déblocage [...] in extremis* » en juillet 1954 en Tunisie et en novembre 1955 au Maroc²⁴. Dans ce cycle moyen de l'écroulement impérial, le cycle court du gouvernement Mendès-France s'insère comme un élément de désynchronisation dans l'évolution des deux protectorats. Si, en juillet 1954, le discours de Carthage ouvrit la porte des négociations en Tunisie, rien de tel ne se produisit au Maroc.

La première contrainte qui pesait sur une solution aux tensions marocaines était la place que devait occuper dans un scénario de sortie de crise le sultan placé en résidence surveillée à Madagascar. En ce domaine et malgré l'urgence de la situation (assassinat du Docteur Eyraud en juin 1954, émeutes de Fès et arrestation des Oulémas de la ville dans le Horm de Moulay Idriss le mois suivant...), Mendès-France et son ministre C. Fouchet campèrent d'abord sur les positions traditionnelles des partisans du *statu quo* - la présence de la France au Maroc était présentée comme un facteur d'équilibre dans une région traversée de forces contradictoires - reprenant ainsi l'antienne que les Radicaux répétaient à

²⁴D. Rivet, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette, 2002, p. 395.

satiété²⁵. Dans son discours du 27 août 1954 à la Chambre des députés, Pierre Mendès-France heurta les espérances des « libéraux » : lors de ce « *lugubre après midi* »²⁶ le président du Conseil coupa court à toute velléité d'ouverture à l'égard du sultan exilé à Madagascar.

Les initiatives que prit alors le gouvernement, et qui se traduisirent par une lettre-programme adressée à Francis Lacoste au début du mois de septembre 1954, n'aboutirent qu'à tendre encore plus la situation : vue de Rabat ou de Meknès, l'attente déçue d'une déclinaison marocaine du discours de Carthage provoqua une radicalisation nationaliste. Les Français du Maroc se radicalisèrent à leur tour. Notons des signes de cette dégradation dans ces faits ténus et pourtant significatifs que relevèrent les bulletins de renseignements politiques de la région de Casablanca : en septembre, symptomatique d'un climat paranoïaque qui accélérât la prolifération des milices, deux colons armés se prirent mutuellement pour des « terroristes » et échangèrent des coups de feu ; en octobre, l'Automobile-club marocain, groupement élitiste et mondain des Français de Casablanca, fut secoué par une dissension interne et l'on frôla même le schisme car des membres de l'association souhaitaient intégrer des Marocains²⁷...

Sans doute Mendès-France jugea-t-il alors la situation suffisamment préoccupante pour infléchir sa politique et, sinon leur accorder de l'intérêt, du moins ne plus considérer les négociations avec Mohammed V comme un interdit absolu. Le 18 octobre 1954, alors même qu'une mission discrète conduisait le docteur Dubois-Roquebert à Antsirabé où résidait le sultan, le Maréchal Juin, pressentant l'inflexion de Mendès-France, lui écrivit une lettre au ton plus inquiet que comminatoire : il enjoignait le président du Conseil d'écouter « *d'autres*

²⁵ G. Oved, *op.cit.*, p. 288.

²⁶ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 198 et C.A. Julien, *op.cit.*, p. 373.

²⁷ Archives Diplomatiques, Nantes, Casablanca BR 938.

informations que celle de flagorneurs, de gens de mauvaise foi et d'incompétents » et de ne point céder aux sirènes qui réclamaient le retour du sultan car cela « *engendrerait une guerre civile, une guerre de religion*²⁸ ». Les craintes du Maréchal étaient justifiées : fin novembre 1954 une rencontre entre l'avocat G. Izard et le sultan déboucha sur l'ébauche d'un accord dont Mendès-France prit connaissance le mois suivant. Toutefois en cette fin d'année 1954, la priorité n'était pas le Maroc et le document qu'Izard présenta à Mendès-France ne déboucha sur aucune décision d'envergure.

Une deuxième contrainte, non moins importante, était la recherche d'une majorité parlementaire sur laquelle s'appuyer. En ce domaine le Maroc présentait des différences notables avec la Tunisie, tout d'abord à cause de la position du parti radical dont on a vu à quel point ses dirigeants avaient partie liée avec les tenants d'un Maroc français.

D'autre part il fallait compter avec la méfiance d'une gauche parlementaire, pourtant ouverte sur le principe d'une évolution des protectorats, mais qui achoppait au moins sur deux écueils en ce qui concernait le Maroc. Le premier de ces obstacles était l'aura religieuse qui entourait le sultan lui-même et qui heurtait la sensibilité laïque d'une partie des parlementaires.

Un deuxième écueil intervenait : en effet un élément important de l'équation marocaine se trouvait dans les relations franco-espagnoles²⁹. Depuis 1953, Franco avait saisi l'opportunité de la déposition du Sultan pour accélérer sa politique de séduction envers l'Istiqlal, dont certains des cadres avaient trouvé refuge sur le sol espagnol (Torres à Tétouan, Balafref et El Fassi à Madrid). La bienveillance des autorités espagnoles pour l'expression

²⁸ Archives Pierre Mendès-France, Maroc 1/II, lettre du Maréchal Juin à Pierre Mendès-France (18 octobre 1954).

²⁹ M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...*, p. 744-774 et A. Dulphy, *La Politique de la France à l'égard de l'Espagne de 1945 à 1955*, La Documentation Française, 2002.

radiophonique, voire l'organisation de trafic d'armes, des nationalistes marocains³⁰, s'insérait dans un de ces jeux diplomatiques complexes et retors dont le Caudillo avait le secret. Sans qu'il soit permis de hiérarchiser les raisons, on peut détecter au moins trois logiques à l'œuvre dans une telle bienveillance. D'abord il s'agissait, au travers d'« *un tiers-mondisme opportuniste* » (A. Dulphy) de séduire les pays arabes sans déplaire aux États-Unis, tant il est vrai que Madrid comptait sur eux afin de faciliter la réinsertion de l'Espagne dans un concert des nations dont la partition s'écrivait de plus en plus à New-York au siège de l'ONU³¹. Ensuite l'Espagne avait beau jeu de critiquer la dérive de l'administration française vers un dirigisme de plus en plus étroit et Franco n'hésitait pas à brandir l'étendard du protectorat dans une acception toute lyautéenne. Enfin, l'entretien des braises nationalistes marocaines était pour Franco une monnaie d'échange dans le cadre d'un bilatéralisme heurté et conflictuel avec Paris : celui-ci restait en effet conditionné par l'attitude du gouvernement français à l'égard des antifranquistes réfugiés en France (républicains, catalans, basques...) : la fermeture de la radio Euzkadi le 12 août 1954 entre dans le cadre de ces discussions léonines avec le Caudillo ; mais l'action contre les Basques réfugiés en France ne motivera aucune décision de Franco à l'encontre de l'usage, par les nationalistes marocains, des ondes de Radio Madrid et Radio Tétouan. Ce soutien de Franco à l'Istiqlal, certes ambigu et lourd de manipulation, n'en fragilisait pas moins Mendès-France qui fut, sur ce sujet, interpellé à la chambre par le député apparenté SFIO Arthur Conte (élu des Pyrénées-Orientales). Comment ouvrir des négociations (et des contacts informels existaient en ce sens dans la

³⁰ M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...* p. 745.

³¹ V. Morales-Lezcano, *España y el norte de Africa. El protectorado en Marruecos (1912-1956)*, UNED, 1984, p. 261.

capitale espagnole³²) avec l'Istiqlal si ce dernier apparaissait, aux yeux des parlementaires de gauche, protégé par Franco ?

Conclusion

C.A. Julien expliquait l'absence de toute politique neuve au Maroc de la part de Mendès-France par une accumulation d'entraves, véritable inventaire à la Prévert³³ : le temps d'abord, l'hostilité de la majorité parlementaire au retour du Sultan, l'appui que les lobbys coloniaux trouvaient au sein du parti radical et le peu d'affinités qu'éprouvait Mendès-France pour le sultan ainsi que pour les habits dynastico-religieux dont se revêtait le mouvement nationaliste marocain ; mais aussi l'attitude ambiguë de l'Espagne et l'hostilité internationale qu'avait fait naître la déposition du sultan. Pour Pierre Rouanet, ces entraves existaient mais importaient, au final, assez peu, et l'attentisme dont fit preuve Mendès-France au Maroc résultait d'une volonté claire : il s'agissait de patienter jusqu'à l'aboutissement du processus tunisien afin d'en retirer les dividendes et de s'appuyer sur sa réussite pour briser les résistances à l'œuvre dans le cadre du protectorat marocain³⁴. Le gouvernement Mendès-France ne trancha pas le nœud gordien de la crise marocaine, mais celle-ci nous offre néanmoins une illustration-si ce n'est la première- de la stature mythique que prit peu à peu la figure politique de Mendès-France.

« *S'il avait été appelé il y a une année seulement*³⁵ ! » se lamentait F. Mauriac dans son bloc- note du 29 juin 1954 en faisant référence à l'investiture manquée de Mendès-

³² M. Romo-Navarette, *Pierre Mendès-France...* p. 746-747.

³³ C.A. Julien, *op.cit.*, p. 362-363.

³⁴ P. Rouanet, *op.cit.*, p. 463.

³⁵ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 1820

France au début du mois de juin 1953. Le chroniqueur n'en démordit jamais tout au long du ministère Mendès-France : le 26 août 1954, après que Mendès-France eut certifié que Mohammed ben Youssef « *l'ancien sultan* » ne reviendrait pas au Maroc, Mauriac affirmait qu'ainsi « *il tuait l'espérance [...] de la réconciliation entre nos deux peuples* » mais qu'« *il lui appartient encore de la ressusciter*³⁶ » ; et il le répéta encore aux lendemains des attentats algériens du 1^{er} novembre 1954. F. Mauriac ne cessa d'écrire que l'homme du discours de Carthage pouvait encore être l'homme du dénouement de la situation marocaine comme il fut celui de l'Indochine et de la Tunisie, en espérant « *un brusque retournement [qui] peut nous surprendre tout à coup*³⁷ ». « *Ressusciter* », « *brusque retournement* » : Mauriac était dans l'attente et l'espérance : dans cette conviction Pierre Mendès-France devenait la figure centrale d'une vision politique qui relevait de la parousie. François Mauriac entendait sans entendre les mots que Mendès-France prononça à la Chambre le 26 août 1954 et qui avalisaient une politique de *statu quo* : « *[...] et enfin le président du Conseil entre dans l'hémicycle. Il sortait, tout fumant, d'un conseil des ministres dramatique, plein de la CED, tout occupé d'un autre drame, pareil à un acteur qui se serait trompé de pièce. D'une voix neutre il lut un texte qui était peut-être d'un autre, comme un homme qui a l'esprit ailleurs*³⁸ ». Je est autre : Pierre Mendès-France n'est pas lui-même quand il s'exprimait ainsi et congédiait l'espoir ; Pierre Mendès-France ne pouvait pas être ce personnage dont on attendait qu'il fît passer par dessus bord des décennies de colonialisme à courte vue : Mauriac était convaincu que sa vérité profonde d'homme et de responsable était ailleurs. Mauriac comme d'autres attendirent sans doute de Mendès-France plus qu'il ne pouvait donner. En ce sens la séquence marocaine de l'action de Pierre Mendès-France fut tout à la

³⁶ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 198.

³⁷ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 215.

³⁸ F. Mauriac, *op.cit.*, p. 198.

fois une illustration des blocages liés aux institutions et aux contradictions d'une République finissante ainsi que la première élaboration et formulation du mythe Mendès-France, entendu comme le récit politique tragique d'un Prométhée enchaîné, l'histoire d'un homme-solution riche de tous les dénouements mais qui se brisa sur la conjuration des conservatismes de son temps.